

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 24 avril 2026

3^{ème} génération de renouvellement urbain : des annonces bienvenues qui doivent se concrétiser en une trajectoire budgétaire pluriannuelle et sécurisée

À Marseille, le Premier ministre et le ministre de la Ville et du Logement ont annoncé hier le lancement d'une troisième génération de renouvellement urbain (2030-2040).

L'Association des maires Ville & Banlieue de France se félicite de l'élan donné à la poursuite d'une politique publique indispensable pour préparer l'avenir, soutenir la transformation durable des quartiers populaires et garantir l'égalité républicaine entre les territoires.

Il ne pourra toutefois y avoir "d'ANRU 3" crédible sans engagements financiers clairs et à la hauteur des besoins. Alors que certaines opérations sont toujours en cours dans nos collectivités, l'investissement public ne doit subir aucune rupture.

Ville & Banlieue appelle donc à inscrire dès le projet de loi de finances pour 2027 une trajectoire budgétaire pluriannuelle afin d'éviter tout effet de "start & stop" préjudiciable aux quartiers populaires :

Pour Gilles Leproust, président de Ville & Banlieue, « *les annonces gouvernementales répondent à une attente forte des élus, exprimée depuis plusieurs mois. Mais celles-ci ne prendront sens que si elles se traduisent en actes, c'est-à-dire par une trajectoire budgétaire sécurisée dès 2027, un tuilage réel avec le NPNRU et des moyens à la hauteur des enjeux. Nos villes et quartiers populaires n'ont pas besoin de promesses mais d'un engagement durable et lisible de la part de l'État pour ne laisser aucune collectivité au bord du chemin* ».

Les élus de l'association seront notamment attentifs au périmètre du nouveau programme qui devra apporter des réponses précises. Quels seront les moyens mobilisés ? Selon quels critères d'intervention ? Comment sera assuré le tuilage avec la précédente génération (2014-2030) ?

Cette visibilité est nécessaire, non seulement pour éviter une interruption des dynamiques engagées mais surtout pour permettre aux nouveaux exécutifs locaux de préparer l'après. Car à défaut de perspectives concrètes et de leviers d'action, le risque encouru est celui d'un mandat blanc.

Ville & Banlieue suggère donc d'engager rapidement un travail conjoint avec l'ensemble des parties prenantes (État, ANRU, USH, collectivités, élus locaux, bailleurs sociaux, associations et habitants) et se tient disponible pour contribuer à la préparation de ce nouveau chapitre de la rénovation urbaine qui, bien plus qu'une seule politique d'aménagement, doit désormais être envisagée comme un projet global de justice territoriale.

Contact presse : Jean Coulon-Mazeau · jean.mazeau@ville-et-banlieue.org · 06 40 47 40 83